



Disposition constitutionnelle

Système incitatif

en matière climatique et énergétique

Sandra Daguet, Dr.

Association Genève Energie, 1^{er} juin 2015

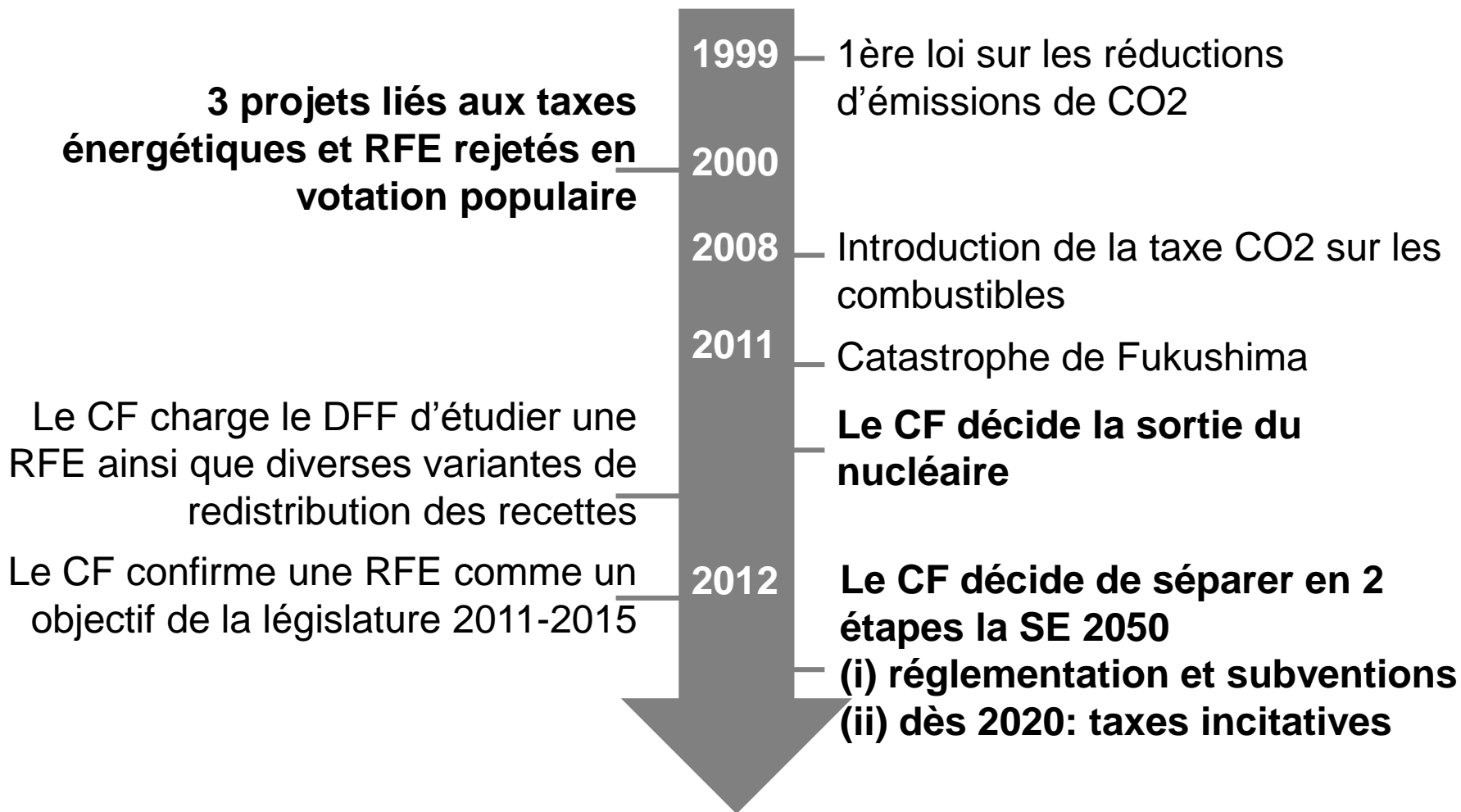


Aperçu

- 1 Contexte et chronologie
- 2 Pourquoi une taxe incitative
- 3 Projet de disposition constitutionnelle
- 4 Conclusion



1 Contexte et chronologie







2 Pourquoi une taxe incitative

Une taxe incitative est généralement plus efficiente que les subventions et la réglementation pour atteindre des objectifs énergétique et climatique

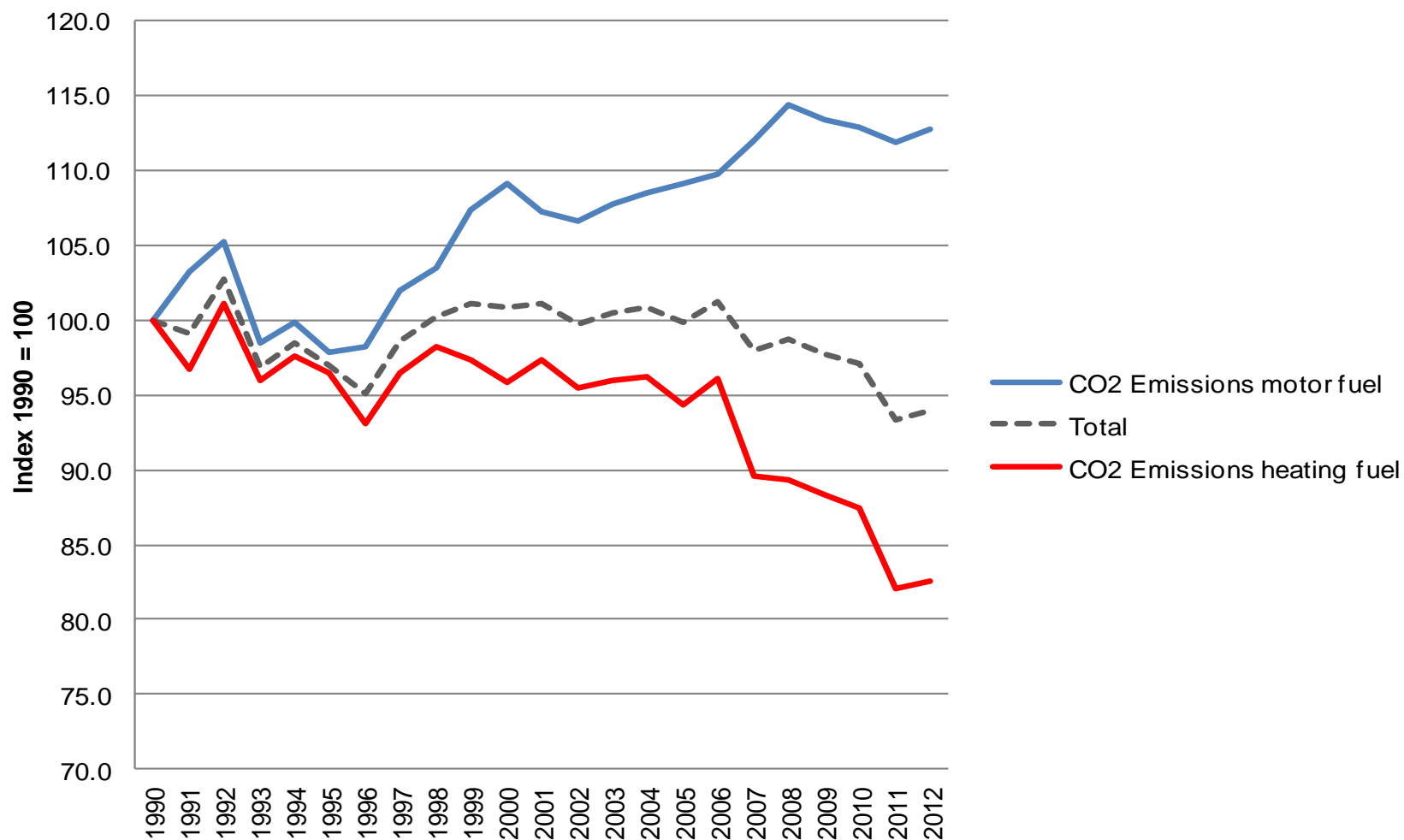
- Le prix du marché ne tient pas compte des coûts environnementaux
- Individus libres d'agir là où c'est le plus rentable
- Incitation à aller au-delà de ce qui est subventionné ou exigé, incitation à l'innovation (sans que l'Etat n'intervienne dans les choix des technologies)
- Pas d'effet d'aubaine contrairement aux subventions
- Pas d'effet de rebond contrairement aux subventions et à la réglementation
- Effets régressifs contrés par la redistribution forfaitaire



3 Projet de disposition constitutionnelle

Art. 131a Taxe climatique et taxe sur l'électricité

1 La Confédération **peut** percevoir une taxe sur les **combustibles** et les **carburants** (taxe climatique) ainsi qu'une taxe sur l'**électricité**, afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre et de promouvoir une consommation économe et rationnelle de l'énergie.



Evolution des émissions de CO2 1990-2012, Données OFEV 10.04.2014



2 Les taxes sont déterminées de manière à fournir une **contribution essentielle** à l'atteinte des **objectifs climatiques et énergétiques** de la Confédération.

3 La Confédération **tient compte des entreprises** pour lesquelles la perception des taxes entraînerait des **charges déraisonnables**.



4 Le produit des taxes est **redistribué à la population et à l'économie**. Il peut être déduit d'autres taxes fédérales ou des cotisations aux assurances sociales.

5 Si la perception de la taxe climatique sur les carburants entraîne une baisse du produit de la redevance sur la circulation des poids lourds visée à l'art. 85, une part correspondante du produit de la taxe climatique doit être utilisée pour servir les objectifs mentionnés à l'art. 85, al. 2 et 3.



Dispositions transitoires: résumé

- Taxes augmentées progressivement pour viser l'effet incitatif
- Subventions financées par la taxe CO2 (programme bâtiment et fonds technologie) réduites à partir de 2021, supprimées à partir de 2025.
- Subventions financées par le supplément de réseau (RPC) progressivement réduites, suppression complète 2030. Engagement pour mesures prises jusqu'en 2045 maximum.
- Redistribution à la population et aux entreprises: réduite pour financer les dernières mesures d'encouragement



Exemples illustratifs

		Combinaison 1		Combinaison 2		Combinaison 3		Combinaison 4	
		2021	2030	2021	2030	2021	2030	2021	2030
Electricité	+ ct/kWh	2.3	4.5	2.3	4.5	2.3	4.5	2.3	4.5
	Objectifs atteints à...	100% (donnée endogène)		100% (donnée endogène)		100% (donnée endogène)		100% (donnée endogène)	
Climat CO2	Mazout +ct/l	25	44	32	63	32	63	32	89
	Essence +ct/l	0	0	0	0	1.3	13	2.6	26
	Objectifs atteints à...	18%		28%		46%		71%	
Effet taxe		Incitation très faible		Incitation faible		Incitation moyenne		Incitation forte	
Reste à faire		Vraiment beaucoup		Beaucoup		Moyen		Peu	

Source: adapté de Ecoplan 2015



4 Conclusion

- Disposition constitutionnelle laissant une large marge de manœuvre (détails dans la loi)
- Exemples purement illustratifs (les taux des taxes incitatives ne sont pas inscrits dans la disposition constitutionnelle)
- Carburants pas taxés dans un premier temps
- Consultation en cours jusqu'au 12 juin 2015
- Message prévu pour novembre 2015, puis discussions parlementaires, votation populaire, entrée en vigueur pour 2021.



Merci de votre attention

sandra.daguet(at)efv.admin.ch

http://www.efv.admin.ch/f/dokumentation/finanzpolitik_grundlagen/els.php